

Il est assez singulier que ni la presse, ni la radio française n'ait fait mention de l'important discours diffusé de M. Eden où avec une ironie particulière il raille le désir manifesté par Staline dans la récente interview de mettre fin à la guerre de Corée après avoir rejeté les propositions indiennes. Et Eden à ajouté qu'une rencontre avec Staline ne serait pas raisonnable dans les circonstances présentes. Quant au risque de guerre il n'a pas diminué, a-t-il dit, parce que les Soviétiques ont renoncé à la domination du monde, mais parce que nous sommes plus forts. Voilà nos munichois du quai d'Orsay nettement avisés. Ils pourront en informer les burgraves du parti radical.

Ce qui est intéressant dans ce discours de Eden, c'est qu'il est destiné à appuyer les démarches de Churchill auprès de Eisenhower. Le vieux leader a fait assaut d'amabilité, peut-être trop ostensiblement, auprès de la presse et des notabilités américaines. Il a flatté l'anti-communisme du public. Ayant beaucoup à demander, il a mis l'accent sur les points d'accord entre les deux pays anglo-saxons.

Une extrême fermeté à l'égard du bolchevisme est un point bien acquis dans la future politique anglo-américaine. Il faudrait que Staline offre de très larges concessions et les plus sérieuses garanties pour que ses paroles puissent être prises en considération. Churchill a eu, à sa coutume un mot malheureux qui a gâté toutes ses habiletés. Il a fait entendre qu'il préférerait que la guerre de Corée dure plutôt que de voir s'étendre le conflit. Les combattants et leurs familles ont trouvé le propos un peu désintéressé. Il est curieux d'ailleurs combien l'opinion américaine est restée méfiante à l'égard des Anglais, surtout quand il s'agit d'un homme qu'ils admirent, comme Churchill, et dont du même coup, ils redoutent l'habileté.

## Les progrès de la solidarité occidentale.

Ces étincelles ne doivent pas cependant dissimuler les progrès de la solidarité occidentale depuis que la nouvelle administration américaine est sortie de la phase de gestation. On l'a vu à l'O.N.U., dans l'affaire Tunisienne et Marocaine et surtout à Tunis et à Fez, dans l'attitude des monarches hésitants. Ce n'est pas sans avertissement sérieux de Washington que Sidi Lamine a signé les décrets de réformes. La menace du communisme international, le terrisme africain aussi bien arabe en territoire français, que noir au Kénia en colonie britannique, le développement du nationalisme en Moyen-Orient, la floraison de dictatures militaires en terre musulmane, les progrès du Péronisme en Amérique latine, autant de menaces contre la puissance des pays du Pacte atlantique auxquelles il est nécessaire d'opposer un front commun.

Il n'y a pas très longtemps que M. Gross à l'O.N.U. donnait au nom des Etats-Unis ce qui pouvait être pris pour des encouragements pas l'Istiqlal et le Néo-Destour, pas très longtemps non plus que les Américains jetaient le blâme sur la politique anglaise en Perse et donnaient à Mossadegh l'impression qu'il pouvait jouer sur les divergences entre Anglais et Américains et sur les rivalités des grandes compagnies pétrolières. L'Orient est tellement habitué à spéculer sur les antagonismes des Occidentaux qu'il faut des faits évidents et réitérés pour qu'il croie à leur solidarité.

## Vers une solution du conflit du pétrole persan.

Nous avons dit au début de la querelle anglo-persanne du pétrole qu'il faudrait une longue patience avant qu'une base d'accord soit trouvée. Il semble que nous soyons au terme de cette longue attente, de ces ruptures, reprises, évanouissements (au propre et au figuré) de la politique Mossadegh.

Mossadegh a perdu et les Anglais ont eu raison de s'obstiner. Le jeu du premier persan ne pouvait réussir que si la fermeture des raffineries d'Abadan n'entraînait dans le monde une pénurie de pétrole. Or le pétrole est présentement en sur-production et les grandes sociétés ne sont nullement pressées de voir couler à nouveau ce flot supplémentaire.

Néanmoins, le plan américain entériné par les Anglais et qui prévoit un arbitrage rendra à la Perse une solvabilité qu'il était grand temps pour elle de recouvrer. Artificielles ou spontanées, les manifestations pro-communistes se multipliaient à Téhéran et les Etats-Unis ont grande hâte à remettre le pays sur pied. Beaucoup de persans sont du même avis.

## Changement de politique alimentaire en Pologne.

La crise alimentaire dans les pays satellites de l'U.R.S.S. a atteint des proportions telles que les dirigeants communistes apeurés parlent de «demi famine» (Geroë, en Hongrie, dans son dernier rapport) et qu'en Pologne du jour au lendemain une véritable révolution s'est produite dans le régime des prix et des salaires. D'un trait de plume, le rationnement a été aboli, les taux du marché officiel alignés sur ceux du marché noir, c'est-à-dire, relevés de près de 50 pour cent: taux atteint pour la farine; le charbon et le savon doublent tout simplement. En contre-partie les salaires sont élevés de 12 à 40 pour cent, les allocations de 20, les pensions de 25 à 40. Reste à savoir si les travailleurs trouveront leur compte dans cette valse arithmétique et si le marché noir ne va pas prendre le large et défier l'officiel, suivant les mauvaises habitudes contractées naguère en pays capitaliste.

Si il y a encore en France et parmi nos lecteurs des esprits que le snobisme d'extrême gauche n'a pas contaminés, ils goûteront cet aveu contenu dans les motifs du susdit décret pris en conseil des ministres à Varsovie. «Le rationnement des produits de première nécessité a empêché la liberté d'achat et en conséquence réduit les stimulants économiques qui poussent à la productivité du travail et du même coup abaissé le niveau de vie de la classe laborieuse. Il a causé le gaspillage, augmenté le coût de la production et donné lieu à des transgressions commerciales (euphémisme pour marché noir)».

Je ne sais si la purge et la corde attendent pareils propos. A notre avis, ce n'est plus du déviationnisme, mais du tête à queue.

## Méthodes économiques en pays totalitaires.

Ce qu'il y a de plus frappant dans ces méthodes et ces propos c'est qu'ils se contredisent périodiquement. Un jour on institue le rationnement en Pologne; on l'abolit peu après en Hongrie, ou inversement après d'inutiles expériences.

Même incohérence dans la politique des prix. En Russie, en Roumanie, c'est le système de la baisse des prix qui accompagne une lessive monétaire de l'ordre de 90 %. En Pologne c'est au contraire la hausse des prix qui s'accorde avec le maintien ou l'accroissement de la masse monétaire. Mais nous n'avons rien compris à ces opérations si nous ignorons que les grands responsables de tant de malheurs, ne sont autres que les intempéries.

C'est curieux comme dans les pays totalitaires les conditions atmosphériques s'acharnent sur les récoltes. La Yougoslavie a eu deux sécheresses consécutives et la population n'a été sauvée de la famine que par le blé américain. En Hongrie à la sécheresse s'est ajoutée la gelée printanière sans parler des doryphores semés par les avions américains. Il y a mieux; à l'autre bout du monde, en Argentine, l'agriculture du général Péron a été ruinée par la sécheresse et l'on a du rationner la viande au pays du corned-beef. La Providence ne favorise pas les pays totalitaires et les abreuve de calamités. Elle a peut-être ses raisons.